

- la sécurité alimentaire (application de règles de qualité et d'hygiène);
- la protection des jeunes concernant la vente à des mineurs (respect correct des consignes légales);
- la conclusion de la vente;
- une indication correcte des prix.

2.3 Attestations requises

Le certificat médical pour des travaux dans l'industrie alimentaire selon la réglementation légale est requis.

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 novembre 2013 relatif à la reconnaissance de la qualification professionnelle de vendeur de magasin d'alimentation.

Bruxelles, le 29 novembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de l'Emploi, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29091]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et de son secrétariat permanent

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale tel que modifié par le décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, l'article 81/2, §§ 1^{er} et 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 novembre 1992 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du secrétariat permanent de la commission de concertation et du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juillet 2013;

Vu les protocoles de négociation du 30 septembre 2013 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de négociation du 30 septembre 2013 du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n°54.533/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Conseil général : le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

3° le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié;

4° le secrétariat permanent : le secrétariat permanent visé à l'article 81/2, §§ 5 à 8, du décret.

Art. 2. Les président et vice-présidents du Conseil général sont désignés par le Ministre pour un terme de cinq ans renouvelable, conformément à l'article 80, alinéas 1 et 2, du décret.

Les mandats de président et de vice-président sont assumés par des représentants de réseaux différents.

Les candidatures sont présentées respectivement par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Art. 3. En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le plus âgé des vice-présidents présents.

Si le président et les vice-présidents sont absents, le plus âgé des membres présents assume la présidence.

Art. 4. Les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Ministre pour un terme de cinq ans renouvelable conformément à l'article 80, alinéas 1 et 2, du décret.

Les candidatures pour chacun des mandats des membres effectifs et des membres suppléants sont présentées sur une liste double pour chacun des groupes concernés.

Conformément à l'article 80, in fine du décret, les membres visés à l'article 80, alinéa 3, 1^o, 2^o et 3^o, du décret sont présentés respectivement par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Art. 5. Le Ministre ou ses délégués participent avec voix consultative aux réunions du Conseil général.

Art. 6. Le Conseil général constitue un bureau qui assure la préparation des travaux.

Le bureau se compose :

1^o du président;

2^o des vice-présidents;

3^o de quatre membres du Conseil supérieur appartenant au groupe visé à l'article 80, alinéa 3, 1^o, du décret, répartis comme suit :

a) un membre représentant le réseau organisé par la Communauté française représenté et désigné par le Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

b) un membre représentant le réseau de l'enseignement officiel subventionné;

c) un membre représentant le réseau de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française;

d) un membre représentant le réseau de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française.

Participent avec voix délibérative aux réunions du bureau, le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou son délégué et l'Inspecteur chargé de la coordination du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ou son délégué membres du Conseil général.

Participent avec voix consultative aux réunions du bureau le Ministre ou ses délégués.

En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le plus âgé des vice-présidents présents.

Lors de sa première réunion, le bureau élabore son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil général désigne ses représentants à la Cellule de Pilotage de l'enseignement de promotion sociale, conformément à l'article 18, alinéa 2, du décret.

§ 2. Le Conseil général fixe les missions et désigne les membres de chaque groupe de travail visé à l'article 81/2, §§ 2 et 3, du décret. Parmi eux figurent nécessairement le ou les membres concernés de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ainsi que, pour les sections et les unités de formation visant une qualification professionnelle, au moins un expert étranger à l'enseignement.

§ 3. Lorsqu'il a fixé la composition du groupe de travail, le Conseil général en choisit le président parmi ses membres effectifs ou suppléants.

Art. 8. Les membres du Conseil général et du bureau, les personnes visées à l'article 7 ainsi que les personnes appelées en qualité d'expert ou comme membres de groupes de travail ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Toutes les personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont assimilées aux fonctionnaires du rang 12.

Art. 9. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il cesse de plein droit de faire partie du Conseil général.

Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger et à assurer son mandat jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 10. Le président du Conseil général convoque les membres du Conseil général, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre, soit à la demande d'au moins un tiers des membres.

La convocation est expédiée au moins dix jours calendrier, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et congés scolaires, avant la réunion, par voie postale ou par voie électronique. La date de la poste ou du message électronique faisant foi.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion, en avertit le président et invite le suppléant ayant sa qualité, à siéger. Celui-ci assiste à la réunion avec voix délibérative.

Pour pouvoir émettre ses avis, le Conseil général doit atteindre le quorum de présence visé à l'article 81, alinéa 1^{er}, du décret.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une nouvelle réunion se tient dans le délai et selon les modalités visées à l'article 81, alinéa 2, du décret. Au terme de cette réunion, un avis est valablement donné.

Le Conseil général ne siège pas entre le 6 juillet et le 20 août, sauf cas exceptionnel.

Le Conseil général se réunit au moins six fois par an.

Art. 11. Le Conseil général émet ses avis à la majorité simple des voix. Des notes de minorité peuvent être jointes aux avis.

En cas de parité des voix, les opinions respectives sont communiquées au Ministre.

Si le vote porte sur un avis conforme, le Conseil général émet ses avis conformément à l'article 81/1 du décret.

Art. 12. § 1^{er}. Pour ce qui relève des missions visées à l'article 79, §§ 2 et 3, du décret, les décisions sont prises par le Ministre sur avis conforme du Conseil général et, s'il échet, après une analyse complémentaire effectuée à la demande du Ministre.

Le Ministre communique ses décisions au Conseil général et à l'administration.

§ 2. L'administration prend toutes dispositions pour que soit assurée la diffusion des documents nécessaires à l'application des décisions du Ministre.

Lesdits documents sont diffusés à destination notamment :

- 1° des président, vice-présidents et membres du Conseil général
- 2° des membres de l'inspection;
- 3° des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs;
- 4° des pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale;
- 5° des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 6° des chefs de service de l'administration qui ont l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions;
- 7° du service de vérification qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;
- 9° des administrations ayant l'enseignement de plein exercice dans leurs attributions.

§ 3. Le Conseil général consulte, selon le cas, les structures de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ainsi que le Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire en ce qui concerne notamment l'établissement des profils professionnels et les niveaux de formation.

Art. 13. Sur la proposition du Conseil général, le Ministre établit le règlement d'ordre intérieur selon lequel le Conseil général et son bureau exercent leurs attributions.

Art. 14. Les fonctions de président, de vice-président ou de membre du Conseil général et du bureau et de leurs groupes de travail ne sont pas rétribuées.

Art. 15. Quand ils participent aux réunions du Conseil, du bureau ou des groupes de travail, les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont en activité de service.

Art. 16. Pour l'accompagnement et la coordination des missions décrites à l'article 81/2 du décret, les membres du secrétariat permanent relèvent de l'autorité du président et des vice-présidents du Conseil général.

Art. 17. Dans le cadre des missions prévues à l'article 81/2, § 6, 13° et 14°, du décret, les Conseillers méthodologiques peuvent intervenir dans les établissements ou dans les structures de leur réseau.

En fonction du réseau auxquels ils appartiennent, ils relèvent :

- 1° soit de l'autorité du réseau organisé par la Communauté française;
- 2° soit de l'autorité des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 18. Sauf nécessité liée au service, les Conseillers méthodologiques bénéficient des congés de leurs fonctions d'origine sauf en ce qui concerne les vacances d'été qui débutent le vendredi qui suit le 6 juillet et se terminent le premier jour calendrier qui suit le 15 août sauf si le premier jour est un samedi, dimanche ou jour férié.

Art. 19. Afin de coordonner les missions décrites à l'article 81/2, § 6, du décret, il est tenu, deux fois par an au moins, à l'initiative des président et vice-présidents ou du secrétariat permanent, une réunion de coordination et d'évaluation du travail du secrétariat permanent.

Lors de ces réunions, ils formulent, le cas échéant, des recommandations ou directives à l'égard des Conseillers méthodologiques.

Le secrétariat permanent peut être invité aux réunions de coordination.

Art. 20. Le secrétariat permanent établit son règlement d'ordre intérieur en concertation avec les président et vice-présidents du Conseil général. Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Ministre après avis du Conseil général.

Art. 21. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 22. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 septembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 23. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 novembre 1992 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du secrétariat permanent de la commission de concertation et du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 24. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29091]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie en van zijn vast secretariaat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, artikel 81/2, §§ 1 en 8;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 houdende bepaling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 november 1992 houdende bepaling van de wijze van organisatie en werking van het vast secretariaat van de Overlegcommissie en van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 juli 2013;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 30 september 2013 van het Onderhandelingscomité van Sector IX : "Onderwijs" (Franse Gemeenschap), van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 30 september 2013 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies nr. 54.533/2 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° de Algemene raad : de Algemene raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 78 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie behoort;

3° het decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

4° het vast secretariaat : het vast secretariaat bedoeld bij artikel 81/2, §§ 5 tot 8, van het decreet.

Art. 2. De voorzitter en ondervoorzitters van de Algemene raad worden door de Minister benoemd voor een vernieuwbare periode van vijf jaar, overeenkomstig artikel 80, eerste en tweede lid, van het decreet.

De mandaten van voorzitter en ondervoorzitters worden door vertegenwoordigers van de verscheidene netten waargenomen.

De kandidaturen worden respectief voorgedragen door de Coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap en door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Art. 3. Ingeval de voorzitter afwezig is, wordt het voorzitterschap overgenomen door de oudste van de aanwezige ondervoorzitters.

Indien de voorzitter en de ondervoorzitters afwezig zijn, neemt het oudste aanwezige lid het voorzitterschap waar.

Art. 4. De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Minister benoemd voor een vernieuwbare periode van vijf jaar overeenkomstig artikel 80, eerste en tweede lid, van het decreet.

De kandidaturen voor elk mandaat van de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden op een dubbellijst voorgedragen voor elke van de betrokken groepen.

Overeenkomstig artikel 80, in fine van het decreet, worden de leden bedoeld bij artikel 80, derde lid, 1°, 2° en 3°, van het decreet respectief door de Coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra voorgedragen.

Art. 5. De Minister of zijn afgevaardigden nemen met raadgevende stem aan de vergaderingen van de Algemene raad deel.

Art. 6. De Algemene raad stelt een bureau samen dat voor de voorbereiding van de activiteiten zorgt.

Het bureau bestaat uit :

1° de voorzitter;

2° de ondervoorzitters;

3° vier leden van de Algemene raad die tot de groep bedoeld bij artikel 80, derde lid, 1°, van het decreet, behoren, die als volgt verdeeld worden :

a) één lid dat het net ingericht door de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt en dat voorgedragen wordt door de Coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;

b) één lid dat het net van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt;

c) één lid dat het net van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs vertegenwoordigt;

d) één lid dat het net van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigt.

Zijn stemgerechtigd tijdens de vergaderingen van het bureau, de directeur-generaal van het Niet-verplichte Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde en de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs of zijn afgevaardigde, leden van de Algemene raad.

Nemen deel aan de vergaderingen van het bureau met raadgevende stem, de Minister of zijn afgevaardigden.

Is de voorzitter afwezig, dan wordt het voorzitterschap door de oudste aanwezige ondervoorzitter waargenomen.

Tijdens zijn eerste vergadering stelt het bureau zijn huishoudelijk reglement op.

Art. 7. § 1. De Algemene raad wijst zijn vertegenwoordigers voor de Sturingscel van het onderwijs voor sociale promotie aan, overeenkomstig artikel 18, tweede lid, van het decreet.

§ 2. De Algemene raad bepaalt de opdrachten en wijst de leden van elke werkgroep bedoeld bij artikel 81/2, §§ 2 en 3, van het decreet, aan. Onder hen, moeten zich noodzakelijk het of de betrokken lid (leden) van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie en van het afstandsonderwijs bevinden, alsook, voor de afdelingen en de opleidingseenheden voor beroepskwalificatie, minstens één deskundige buiten het onderwijs.

§ 3. Wanneer de Algemene raad de samenstelling van een werkgroep heeft bepaald, kiest deze raad de voorzitter onder zijn werkende of plaatsvervangende leden.

Art. 8. De leden van de Algemene raad en van het bureau, de personen bedoeld bij artikel 7 alsook de personen opgeroepen als deskundige of als leden van de werkgroepen hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene reglementering inzake reiskosten.

Alle personen bedoeld bij het eerste lid worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

Art. 9. Wanneer een werkend of plaatsvervangend lid zijn ontslag indient of de hoedanigheid verliest waarom het benoemd werd, houdt het van rechtswege op lid te zijn van de Algemene raad.

Elk ontslagnemend lid blijft zetelen en zijn mandaat uitoefenen tot de benoeming van zijn vervanger.

Elk lid dat benoemd wordt ter vervanging van een ander lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 10. De voorzitter van de Algemene raad roept de leden van de Algemene raad samen, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Minister, ofwel op aanvraag van minstens een derde van de leden.

De oproeping wordt minstens tien kalenderdagen toegestuurd, met uitzondering van de zaterdagen, zondagen, feestdagen en schoolvakantiedagen, voor de vergadering, langs de post of elektronische weg. De datum van de post of van de elektronische mail heeft bewijskracht.

Elk werkend lid dat verhinderd wordt een vergadering bij te wonen, verwittigt er de voorzitter ervan en nodigt zijn plaatsvervanger uit te zetelen. Deze laatste woont de vergadering bij en is stemgerechtigd.

Om zijn adviezen te kunnen uitbrengen, moet de Algemene raad het aanwezigheidsquorum bedoeld bij artikel 81, eerste lid, van het decreet, bereiken.

Indien het quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen de termijn en volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 81, tweede lid, van het decreet. Op het einde van deze vergadering wordt een geldig advies uitgebracht.

De Algemene raad vergadert niet tussen 6 juli en 20 augustus, behoudens uitzonderlijke omstandigheden.

De Algemene raad vergadert minstens zes keer om het jaar.

Art. 11. De Algemene raad brengt zijn adviezen uit bij eenvoudige meerderheid van stemmen. Minderheidsnota's kunnen bij de adviezen gevoegd worden.

Bij staking van stemmen, worden de respectieve meningen aan de Minister medegedeeld. Indien de stemming betrekking heeft op een eensluidend advies, brengt de Algemene raad zijn adviezen uit overeenkomstig artikel 81/1 van het decreet.

Art. 12. § 1. Wat betreft de opdrachten bedoeld bij artikel 79, §§ 2 en 3, van het decreet, worden de beslissingen door de Minister genomen op eensluidend advies van de Algemene raad en, desgevallend, na een aanvullende analyse op aanvraag van de Minister.

De Minister deelt haar beslissingen mee aan de Algemene raad en aan het bestuur.

§ 2. Het bestuur treft alle nodige beschikkingen om ervoor te zorgen dat de documenten die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de beslissingen van de Minister, medegedeeld worden.

De genoemde documenten worden verspreid ter bestemming van, onder anderen :

- 1° de voorzitter, ondervoorzitters en leden van de Algemene raad;
- 2° de leden van de inspectie;
- 3° de organisaties die de inrichtende machten vertegenwoordigen;
- 4° de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie;
- 5° de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;
- 6° de diensthoofden van het bestuur die bevoegd zijn voor het onderwijs voor sociale promotie;
- 7° de nazichtdienst bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie;
- 8° de besturen bevoegd voor het onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. De Algemene raad raadpleegt, naargelang het geval, de structuren van de ARES bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies alsook de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs wat betreft inzonderheid het opstellen van de beroepsprofielen en de opleidingsniveaus.

Art. 13. Op de voordracht van de Algemene raad, stelt de Minister het huishoudelijk reglement op volgens welk de Algemene raad en zijn bureau hun bevoegdheden uitoefenen.

Art. 14. De ambten van voorzitter, ondervoorzitter of lid van de Algemene raad en van het bureau en van hun werkgroepen worden niet bezoldigd.

Art. 15. Wanneer ze aan de vergaderingen van de Raad, van het bureau of van de werkgroepen deelnemen, zijn de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs in dienstactiviteit.

Art. 16. Voor de begeleiding en de coördinatie van de opdrachten beschreven in artikel 81/2 van het decreet, ressorteren de leden van het vast secretariaat onder het gezag van de voorzitter en de ondervoorzitters van de Algemene raad.

Art. 17. In het kader van de opdrachten bedoeld bij artikel 81/2, § 6, 13° en 14°, van het decreet, kunnen de Methodologische adviseurs in de inrichtingen of structuren van hun net optreden.

In functie van het net waartoe ze behoren, ressorteren ze onder :

- 1° ofwel het gezag van het net ingericht door de Franse Gemeenschap;
- 2° ofwel het gezag van de verenigingen die de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen.

Art. 18. Behoudens dienstnoodwendigheid, genieten de Methodologische adviseurs de verloven van hun oorspronkelijke ambt met uitzondering van het vakantieverlof dat zijn aanvang neemt op de vrijdag die volgt op 6 juli en dat een eind neemt op de eerste kalenderdag na 15 augustus behoudens als de eerste dag een zaterdag, zondag of feestdag is.

Art. 19. Om de opdrachten te coördineren bedoeld bij artikel 81/2, § 6, van het decreet, wordt minstens twee maal om het jaar, op initiatief van de voorzitter en de ondervoorzitters of het vast secretariaat, een vergadering voor de coördinatie en evaluatie van het werk van het vast secretariaat.

Tijdens deze vergaderingen, formuleren ze, desgevallend, aanbevelingen of richtlijnen ten opzichte van de Methodologische adviseurs.

Het vast secretariaat kan op de coördinatievergaderingen uitgenodigd worden.

Art. 20. Het vast secretariaat stelt zijn huishoudelijk reglement op in overleg met de voorzitter en de voorzitters van de Algemene raad. Het huishoudelijk reglement wordt door de Minister goedgekeurd na advies van de Algemene raad.

Art. 21. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 houdende bepaling van de wijze van organisatie en werking van de overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

Art. 22. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 september 1991 tot bepaling van de wijze van organisatie en werking van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

Art. 23. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 november 1992 houdende bepaling van de wijze van organisatie en werking van het vast secretariaat van de Overlegcommissie en van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

Art. 24. De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS